

Ministry of
Education
and Culture



Ministère de
l'Éducation et
de la culture



Conférence permanente du Conseil de l'Europe des Ministres de l'Éducation

« Gouvernance et Education de qualité »

24^e session

Helsinki, Finlande, 26-27 avril 2013

**Conclusions de la Conférence de l'Andorre
Andorra la Vella, 7-8 février 2013**

Conférence de haut niveau

“Les Compétences pour une culture de la démocratie et le dialogue interculturel : un enjeu politique et des valeurs”

Andorra la Vella, Andorre, 7-8 février 2013

Rapport rédigé par Dr. Hilligje van't Land, Directrice, Adhésions et développement des programmes, Association internationale des universités (AIU),

Rapporteur général pour la Conférence

La Conférence d'Andorre réunissait 21 Ambassadeurs, Représentants Permanents, 4 adjoints aux Représentants Permanents et autres personnalités de 39 pays au total et a bénéficié de la pleine attention des plus hautes autorités andorranes dont les Ministres des Affaires Etrangères et de l'Education et de la Jeunesse, qui ont ouvert la Conférence. Cette conférence est une première en son genre. Non seulement parce que le thème de l'éducation a été retenu pour une conférence de la présidence du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe mais également parce qu'il a été doublé par celui de l'éducation à la démocratie et à l'interculturalité; aucun des deux n'a jamais été retenu comme thème central pour une mandature européenne. La Conférence a vivement salué cette initiative andorrane.

Ce thème choisi et débattu, a permis de réaffirmer avec plus de force que par le passé que la clé même de la culture européenne de la démocratie et celle du dialogue interculturel qui sont si chères à l'Europe et aux européens, et pourtant trop souvent considérés comme acquis, réside dans l'éducation et en particulier dans une éducation dite de 'qualité'. Il a également été réaffirmé qu'une telle éducation de qualité ne pourra cependant être mise en place sans la pleine implication des Etats Membres ni sans que les autorités compétentes ainsi que la société civile définissent la notion de « qualité » par rapport aux orientations qu'ils vont donner/ donneront à l'éducation et, au-delà, au développement de nos sociétés.

Le contexte

Les intervenants de la plénière d'ouverture, que ce soit M. Gilbert Saboya Sunyé, *Ministre des Affaires étrangères de l'Andorre* ; Mme Roser Suñé Pascuet, *Ministre de l'Education et de la Jeunesse de l'Andorre*, Mme Gabriella Battaini-Dragoni, *Secrétaire Générale Adjointe du Conseil de l'Europe*, M. Carlos Costa Neves, *représentant de l'Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe* ou M. Jean-Claude Frécon, *représentant du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe*, se sont accordés pour dire que nous devons en tous temps rester attentifs aux évolutions dans nos différents pays et veiller à ce que l'éducation, aujourd'hui trop souvent remise en question comme vecteur essentiel de nos sociétés démocratiques et multiculturelles, soit au contraire renforcée, financièrement et structurellement, et régulièrement revalorisée afin que soit préservés les valeurs des droits de l'homme, de démocratie et de l'Etat de droit.

Le monde fait face ces dernières années à des crises en tous genres et à tous les niveaux - crise alimentaire ; crise de nos institutions, crise économique et crise de nos valeurs également; et c'est justement parce que ces crises ont lieu qu'il est important de repenser l'éducation pour qu'elle réponde au mieux aux besoins de nos sociétés ainsi qu'aux valeurs sur lesquelles nous souhaitons les baser.

Nous assistons à une réorientation, voire refondation de l'ensemble des institutions de l'éducation – les crèches, les écoles de la maternelle au lycée, les universités et autres établissements d'enseignement supérieur. Cette refondation va cependant dans le sens d'une instrumentalisation de l'éducation comme moyen d'accéder à un certain monde du travail – celui des petites à grandes entreprises qui travaille pour générer des bénéfices, et surtout cela. Cette réorientation, si elle se justifie en partie, s'accompagne malheureusement souvent d'une vision réductrice de ce que devrait promouvoir l'éducation. La professionnalisation va de pair avec une tendance à la rationalisation et à la réduction disciplinaire et une révision réductrice des missions même du monde de l'éducation. Préparer les écoliers, collégiens, lycéens ou étudiants au monde du travail ne devrait pas vouloir dire que nous devons les préparer aux emplois et fonctionnements de nos sociétés d'aujourd'hui. Nos boules de Crystal aussi perfectionnées soient elles ne nous permettent pas de prévoir avec précision de quoi demain sera fait, quel monde sera celui des jeunes générations et des générations à venir, quels emplois ils vont se façonner, quel avenir ils se préparent. Les étudiants se rendront-ils toujours dans des bâtiments universitaires demain pour y suivre une éducation? Au contraire tout passera-t-il désormais plutôt par les médias sociaux ou par les ces fameux MOOC¹s ? Par Internet ? Ou est-ce que ces concepts seront démodés d'ici demain également? Quel rôle l'éducation doit-elle jouer dans la préparation des jeunes au monde d'aujourd'hui et de demain ; comment l'éducation peut-elle faire évoluer nos sociétés dans le respect des valeurs qui fonde les sociétés démocratiques qui nous sont chères.

Dans ce contexte, il convient de 'former' et d'éduquer véritablement les jeunes et les moins jeunes afin de les équiper au mieux : les équiper de toutes les connaissances et savoirs dont nous disposons ; de leur fournir les compétences qu'il nous est possible de leur donner afin que, sur des bases solides et positives, ils puissent se façonner un esprit critique ouvert personnel et respectueux des autres qui leur permettra de créer des univers dont nous ne pouvons aujourd'hui sans doute qu'esquisser vaguement les contours.

Il leur faut des outils variés qui leur permettent de devenir des citoyens actifs et responsables ; il nous faut leur donner la possibilité de trouver dans l'éducation ce qui leur permettra de se développer pleinement et personnellement. Cela passe nécessairement par des études enrichies grâce à des dimensions éminemment multidisciplinaires et transversales comme le soulignait Gabriella Battaini-Draconi dans son allocution d'ouverture.

La conférence a longuement abordé la question de la définition des types de compétences dont les générations présentes et futures ont et auront besoin pour se réaliser pleinement. Elle a souligné l'importance de développer conjointement les descripteurs de ces compétences qui permettront de développer un cadre commun de référence pour une compréhension interculturelle et démocratique pour tous.

La Conférence a affirmé l'importance de renforcer ces dimensions au sein de nos systèmes d'éducation et également souligné l'importance de renforcer ces systèmes d'éducation eux-mêmes.

L'un des grands défis identifiés est de préciser comment traduire ce consensus en un réel engagement pour la démocratie et les Droits de l'Homme, un engagement pour les valeurs universelles, un engagement en faveur de la reconnaissance du fait que pour vivre ensemble en paix et dans le respect de nos différences. Il faut pour cela améliorer nos systèmes d'éducation et les ouvrir de façon à y inclure les compétences nécessaires pour réaliser ce et ces objectifs. Il ne s'agit pas simplement d'équiper nos enfants, mais les générations présentes et futures dans leur ensemble, avec les compétences qui leur permettront de résoudre des problèmes auxquels ils font et auront à faire face et ce d'une façon paisible et constructive. Ces compétences les auront équipées/munies d'aptitudes dont ils auront besoin pour développer un respect sincère et personnel pour les autres. Non seulement les écoles et les universités et autres établissements d'enseignement supérieur sont concernés par ceci ; les autres parties prenantes doivent être impliquées dans le processus, là et lorsqu'ils ne le sont pas déjà. Ainsi, les autorités locales et régionales ont un rôle essentiel à jouer car ce sont des acteurs clés dans la promotion du dialogue interculturel et de la culture de la démocratie². Plusieurs exemples concrets ont démontré la manière dont

¹ Massive Open Online Courses – des cours (universitaires) en ligne, ouverts et visant un public de masse.

² Cf. Intervention de Mr J.-Cl. Frécon, *Président de la chambre des pouvoirs locaux, Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe*

ces autorités contribuent à la mise en place de ces principes, repris par les différents groupes de travail du Conseil de l'Europe.

Ces discussions ne sont pas nouvelles ; depuis une quinzaine d'années, nombre de réflexions et débats ont été menés pour faire avancer la question. Cela a résulté notamment en la publication par le Conseil de l'Europe du *Livre blanc* et d'autres textes fondamentaux; ces publications et documents de référence sont autant de pièces d'un seul et même puzzle.³ L'initiative andorrane de focaliser sur les questions d'éducation et plus particulièrement celles relatives à une éducation à la démocratie et au dialogue interculturel a permis de développer les discussions et recommandations émises antérieures plus avant. Si la conférence a réussi en partie à confirmer un engagement pour l'action et à affirmer une prise de position de la part des Etats Membres présents à la conférence pour ces questions, elle a permis également de montrer comment un tel engagement pourrait prendre forme dans un avenir prochain.

Les exemples d'initiatives nationales données par Mme Carme Sala, *Ancienne Ministre de l'Education, de la Jeunesse et du Sport de l'Andorre et ancienne ambassadrice et Représentante Permanente de l'Andorre auprès du Conseil de l'Europe*, et Mme Caryn McTighe Musil, *Association of American Colleges and Universities, Etats-Unis*⁴, ont permis de montrer comment l'Andorre et les Etats-Unis ont non seulement développés mais également mis en pratiques des plans d'action concrets pour une éducation à la démocratie. Dans les deux pays un grand nombre d'activités a été mis en place à tous les niveaux de l'éducation afin d'équiper les jeunes et les moins jeunes avec les compétences nécessaires pour la mise en place de cultures démocratiques et de dialogue interculturel.

L'étude entreprise aux Etats-Unis au niveau de l'enseignement supérieur et dont les résultats ont été publié sous forme de rapport intitulé *A Crucible Moment* est un appel national ou encore une feuille de route pour l'action destinée à promouvoir la compréhension, l'écoute et l'échange par-delà les barrières culturelles dans les systèmes d'enseignement supérieur américains. Ce projet national a permis d'identifier toute une série d'initiative éducative à succès et pourrait être repris, adapté et traduit en d'autres actions concrètes nationales ailleurs de par le monde.

Pour promouvoir une culture de la démocratie et de dialogue interculturel, pour contrer ce que Ignasi Boada a appelé la 'corruption des principes démocratiques de base'⁵, il est nécessaire de promouvoir le partage de la connaissance, développer les aptitudes et les valeurs et également de promouvoir un engagement pour une action collective destinée non seulement à valider la théorie mais plus encore de la traduire en pratique. Il importe également que le projet démocratique, et plus particulièrement la dimension éducative et politique de ce projet, tienne compte du fait qu'il est intimement lié à l'idée de la pensée critique, de l'exercice dialectique et par conséquent du langage. Aujourd'hui la révolution technologique modifie notre manière d'appréhender la réalité : le langage laisse place à l'image. L'auteur met en garde contre l'appauvrissement de l'esprit critique que ce glissement est en train d'induire. Il importe effectivement de porter une attention particulière à cette dimension.

La Conférence a par ailleurs insisté sur le fait que tous les niveaux et types d'éducation doivent être impliqués; bien que beaucoup d'emphase ait été mise sur l'importance de l'éducation non-formelle et informelle, ce n'est pas seulement à ce niveau-là que l'action se doit d'être engagée, bien au contraire. Ce relais ne doit certainement pas être utilisé par les gouvernements comme une sorte d'excuse qui leur permettrait de se désintéresser de la question quant à promouvoir l'intégration de ces principes dans l'éducation formelle. C'est dans les crèches et les écoles primaires que les notions de base pour des compétences pour la démocratie et le dialogue interculturel doivent être plantées ; c'est aux niveaux du secondaire et du supérieur qu'elles doivent être renforcées et formalisées. Ceci permettra de créer des

³ Conseil de l'Europe (2008). *Livre blanc sur le dialogue interculturel «Vivre ensemble dans l'égalité»*; Conseil de l'Europe (2010). Charte du Conseil de l'Europe pour l'éducation pour la citoyenneté démocratique et l'éducation aux Droits de l'Homme CM/Rec (2010)7 et son mémorandum explicatif. Strasbourg: Editions du Conseil de l'Europe (2011). *Vivre ensemble. Conjuguer diversité et liberté dans l'Europe du XXIe siècle*. Rapport du Groupe d'éminentes personnalités du Conseil de l'Europe. Editions du Conseil de l'Europe; « Developing Intercultural Competence through Education », Martin Barrett et al, Directorate General II / Directorate of Democratic Citizenship and Participation, Conseil de l'Europe, janvier 2013; Recommandation CM/Rec (2012)13 en vue d'assurer une éducation de qualité. La définition de la qualité reprise dans la recommandation inclut l'employabilité mais insiste tout particulièrement sur les aspects de citoyenneté, démocratie, respect des droits de l'homme, développement de l'esprit critique

⁴ Et auteure de *A Crucible Moment – College Learning & Democracy's Future ; A National Call for Action*, et Membre du Comité Directeur américain du Consortium International pour l'Enseignement Supérieur, la Responsabilité civique et la Démocratie.

⁵ Ignasi Boada (2013), « Democràcia sense pensament (auto)crític : una paradoxa sense futur »

liens entre tous les niveaux et types d'éducation, de générer le type d'éducateurs et de citoyens nécessaires pour assurer un meilleur avenir. Le succès réside dans l'établissement de connections fortes entre ces niveaux et types d'éducation et dans l'implication de toutes les parties prenantes dans les processus et pratiques développés.

Quelle volonté politique par rapport à quels défis ?

Cependant, si de la Conférence se dégageait une volonté politique relativement forte de travailler sur ce sujet et d'œuvrer au développement et mise en place d'un plan d'action, elle a permis également d'identifier des défis politiques importants entravant l'avancement de ces questions dans les débats politiques et au niveau même des processus de réforme:

Le premier défi étant l'appel lancé aux établissements d'éducation, et d'enseignement supérieur plus particulièrement, de trouver des solutions au chômage qui frappe l'Europe. Gabriella Battaini-Dragoni a ouvert la Conférence en le soulignant; les différents intervenants l'ont rappelé; et Caryn Mc Tighe Musil l'a résumé en ces termes : *“On observe actuellement une dangereuse tendance à favoriser les formations professionnelles plutôt que les cursus universitaires généraux : certains acteurs extérieurs au secteur de l'enseignement supérieur soutiennent fermement que les universités devraient avoir pour objectif de répondre à la demande du marché de l'emploi dans chaque pays. Il s'agit là d'une approche à court terme, limitée et utilitaire, qui risque de réduire considérablement les possibilités offertes à la plupart des apprenants tout au long de leur vie. C'est toutefois le cap que donnent l'ensemble des dirigeants. Certains d'entre eux vont jusqu'à recommander de lier les subventions publiques au pourcentage d'emplois vacants que chaque institution permet de pourvoir au niveau national. D'autres souhaitent imposer des frais d'inscription plus élevés aux apprenants qui choisissent comme spécialité des matières menant à des emplois moins bien rémunérés. Or, ce raisonnement va totalement à l'encontre du discours des chefs d'entreprise – ce qui devra être exploité plus avant. Ceux-ci s'avèrent des alliés pour la réforme de l'éducation en général, et plus particulièrement pour l'éducation à la démocratie.”* Si l'allocution de Caryn McTighe Musil faisait référence à une réalité plus spécifiquement états-unienne, nombre de pays européens reconnaîtront ces propos comme étant d'actualité chez eux également. Cependant, le dialogue avec le monde du travail n'est pas suffisamment et formellement engagé. Le monde de l'éducation tâtonne, se recentre sur des notions d'employabilité relativement restrictives alors que, comme le soulignait Etienne Gilliard et d'autres, « L'éducation a pour vocation de créer de nouveaux possibles et pas uniquement de préparer une main-d'œuvre trop spécialisée ». Il est temps que les conférences européennes et autres focalisent sur ces questions d'employabilité les acteurs réels du monde du travail soient conviés à la tribune. Ce que stipule Caryn McTighe Musil, à savoir qu'ils sont les meilleurs alliés d'une réforme constructive de l'éducation et d'une éducation à la démocratie, se vérifierait.

Le deuxième défi important a trait à la transformation du paysage de l'enseignement supérieur du fait de la myriade de défis et pressions auxquels les différents niveaux de l'éducation doivent répondre aujourd'hui. La crise économique étant souvent à l'origine même de cette transformations, et des défis et pressions engendrés. Gabriella Battaini-Dragoni le rappelait : « les budgets d'austérité non jamais été favorables à l'éducation » ; et les défis et pressions qui en découlent, connus de tous, incluent la pression exercée par les pouvoirs publics de réduire les coûts, tout en augmentant les taux d'accès ; d'assurer un meilleur retour sur investissement. Ces pressions génèrent, entre autre, une rationalisation des finances et des financements ; une réduction quasi unanime à travers l'Europe et ailleurs des temps d'études alloués par disciplines, par modules, par cours enseignés ; réduction qui résulte à son tour en une réduction des possibilités pour les apprenants et les étudiants de s'investir dans des études multi et transdisciplinaires, si cruciales pour une bonne acquisition des compétences nécessaires pour générer des citoyens épanouis, universels, aptes à répondre mieux aux défis socio-économiques, environnementaux auxquels ils ont et auront à faire face. Les réformes élaborées semblent faire trop peu de cas de cet impératif que Sjur Bergan, *Chef du Service de l'Education du Conseil de l'Europe*, rappelait à juste titre, à savoir qu'avant de savoir quoi enseigner ou même comment l'enseigner, il convient de savoir dans quel type de société nous souhaitons vivre et de quel type d'éducation nous avons ainsi besoin pour atteindre un tel objectif. Si nous ne nous posons pas chaque fois cette question les réformes du système d'éducation ne pourront, in fine, satisfaire personne.

Autre défi : la croissante compétition interinstitutionnelle : celle-ci n'arrange en rien les choses, au contraire, car la concurrence pour obtenir des fonds de mêmes sources de financement ou pour attirer les meilleurs étudiants est hostile à la coopération et précipite les universités et autres établissements d'enseignement supérieur dans une logique de marché pas toujours compatible avec les besoins sociétaux auxquels on leur demande de répondre également.

Un autre défi souligné plus particulièrement concerne celui posé par l'entrée massive dans les écoles puis les établissements d'enseignement supérieur d'étudiants dits de première génération. Des études ont su montrer que ces 'nouveaux apprenants', sans expérience immédiate de l'enseignement supérieur dans leur famille ou leur entourage, recherchent plus souvent un retour plus direct sur investissement en aspirant à trouver un bon travail et à s'assurer un revenu conséquent. Une citoyenneté démocratique et un apprentissage interculturel ne deviennent souvent que plus tardivement – bien que pas toujours - des priorités dans leur parcours scolaire ou universitaire. Ce défi était identifié comme propre aux Etats-Unis mais est d'actualité également en Europe et dans d'autres parties du monde.

Finalement un défi à noter est lié au fait que nombre de pays assument que tout est en place et fonctionne déjà. Cependant les débats ont bien su montrer que l'on ne devrait jamais rien prendre pour acquis. Les valeurs doivent être réaffirmées toujours et encore et des politiques et pratiques doivent être développées pour soutenir ceci.

Quelles solutions ?

Ces défis parmi d'autres entravent le développement des volontés politiques qui permettraient de générer la dynamique et les programmes d'activités concrets en faveur d'une culture de la démocratie et du dialogue interculturel, et à tort. Les compétences relatives à la mise en place d'une telle culture sont plus que nécessaires aujourd'hui dans le monde du travail également et sans elles nous ne pourrions assurer le maintien des sociétés démocratiques ouvertes que nous connaissons dans l'Europe d'aujourd'hui.

La Conférence a lancé un appel à une meilleure dissémination des documents et outils développés par le Conseil de l'Europe afin que tout le travail accompli déjà puisse aboutir à la mise en place de stratégies concertées et construites en vue de développer un meilleur avenir pour tous.

La scission de la Conférence en trois groupes de discussion a permis d'approfondir les questions relatives (1) à la définition des compétences nécessaires pour développer un dialogue interculturel de qualité⁶ ; (2) relatives aux compétences pour une culture de la démocratie⁷ ; (3) à la définition d'une éducation de qualité pour tous, basé sur les compétences précitées⁸.

En introduction aux débats, Martyn Barrett, *Professeur émérite de Psychologie, Université de Surrey, co-auteur de l'Autobiographie des Rencontres Interculturelles*, a tout d'abord présenté les résultats de sa recherche telle que résumée dans le document intitulé « Développer les compétences interculturelles par l'éducation » et dans lequel l'importance des trois niveaux d'éducation – non-formel, informel et formel – pour équiper les individus des compétences interculturelles et celles nécessaires à la mise en place d'une culture démocratique est souligné ; dans lequel la notion de compétence interculturelle et sa signification est définie. Ce document propose des étapes concrètes pour la planification, la mise en place de méthodes pour la mise en œuvre d'apprentissage et d'enseignement, l'évaluation et, pour finir, des approches et activités permettant de développer ces compétences chez les apprenants.

Pascale Mompoin-Gaillard, *Consultante en projets éducatifs et Rapporteur général pour le Programme Pestalozzi*, a questionné la notion même de compétence pour une culture de la démocratie. 'Quelles sont les composantes attitudeles, du savoir et de la compréhension, des aptitudes et comment transposer ces

⁶ Présidé par Mme Alexandra Veleva, Organisation internationale de la francophonie, avec comme rapporteur M. Alain Mouchoux, Vice-président de la conférence des OING du Conseil de l'Europe.

⁷ Présidé par Mme l'Ambassadeur Urszula Gacek, Représentante Permanente de la Pologne auprès du Conseil de l'Europe, avec comme rapporteur Mme Ana Perona-Fjeldstad, Directrice exécutive du Centre européen Wergeland.

⁸ Présidé par M l'Ambassadeur Pekka Hyvönen, Représentant Permanent de la Finlande auprès du Conseil de l'Europe, avec comme rapporteur Mme Milica Popović, experte en éducation (Serbie).

aptitudes et compétences en contexte ?' Elle a également souligné l'importance de la question délicate de l'évaluation.

Etienne Gilliard, *Membre du Bureau du CDPPE, président du groupe ad hoc ayant travaillé sur le projet de recommandation sur une éducation de qualité*, appelait à la mise en place de mécanismes qui permettraient de garantir une éducation de qualité pour tous et à l'ensemble des apprenants et mettait en garde contre tout enseignement à deux vitesses, du fait notamment de son coût. Il soulignait également que malgré les réelles avancées mentionnées plus haut, la mise en œuvre des compétences identifiées est fastidieuse voire encore au stade des balbutiements. Il rappelait qu'il faudrait aujourd'hui encore arriver à dépasser le simple affichage des belles idées et arriver à définir plus précisément le ou les rôles que les gouvernements pourraient jouer pour la mise en œuvre d'un programme cohérent et holistique adoptable par et adaptable à tous les niveaux et types d'éducation.

Ces présentations ont su initier des discussions politiques de qualité qui permettront de mener à bien les travaux que le Conseil de l'Europe pourrait être amené à entreprendre si les recommandations faites sont entérinées par la Conférence des Ministres à Helsinki, en avril 2013 sur le thème de gouvernance et éducation de qualité

Ces discussions se sont attachées à questionner les définitions même des compétences abordées et l'applicabilité des approches et pratiques présentées. Dans chacun des groupes de travail, les participants ont souligné l'importance d'efforts concertés entre les différents niveaux et types d'éducation et insisté également sur le besoin de formation tout au long de la vie non seulement pour les apprenants mais également pour les éducateurs et professeurs afin de leur proposer chaque fois des approches innovantes en matière d'éducation. Les méthodes d'éducation se doivent d'évoluer pour chaque fois réactualiser les contenus et approches et également pour les adapter aux nouvelles réalités de l'éducation et des populations estudiantines. Les nouvelles méthodes visent également à inclure dans les processus toutes les autres parties prenantes telles les autorités locales et nationales, les médias et également les parents.

Impliquer les étudiants de tous âges et horizons dans les processus d'éducation est essentiel pour assurer une meilleure transmission et adoptions des valeurs et compétences à développer. Les débats portaient également sur le besoin de développer des mécanismes de reconnaissance et d'évaluation des apprentissages et nouveaux savoirs acquis, entre autre par l'allocation de crédits ECTS⁹ dédiés par exemple.

Finalement c'est la complexe question de la définition et surtout de la mise en application d'une éducation de qualité qui a été évoquée. Partant du postulat qu'une éducation de qualité serait basée sur des valeurs la question n'est pas de savoir quelles compétences il s'agirait d'enseigner – ce débat ayant été mené depuis plus d'une décennie – mais comment les enseigner. D'excellents exemples de pratique ont entre autre été avancés par l'Irlande, l'Albanie, la France, l'Estonie, l'Allemagne, le Saint-Siège, l'Andorre, le Royaume Uni, la Finlande, ou encore ESU (European Students' Union). Il s'agirait maintenant de mettre en carte ces pratiques, de les échanger et de les développer. Les actions isolées ne suffisent plus. Il conviendrait au contraire de développer des stratégies supra nationales voire européennes et au-delà.

Les états membres se sont entendus pour convenir qu'aujourd'hui, au-delà des défis théoriques ou plus philosophiques relatifs à une définition spécifique des compétences à développer, il importe de passer à l'action ; de développer les descripteurs ; de lister et développer les outils et bonnes pratiques nécessaires au développement d'une éducation de qualité basée sur les compétences.

Les discussions ont conclu à l'urgence d'impliquer toutes les parties prenantes, et également d'officialiser les pratiques par une reconnaissance officielle des compétences acquises.

Il a été suggéré que le Conseil de l'Europe crée un groupe de travail qui aiderait les Etats Membres à s'organiser et à échanger sur le sujet sous forme de symposia, conférences, débats en vue de travailler sur les descripteurs et les outils d'évaluation. Les documents du Conseil de l'Europe forment la base sur laquelle la discussion sera développée et il était souligné par beaucoup que ces descripteurs doivent s'apparenter plutôt à un guide des bonnes pratiques plutôt qu'à un texte ayant valeur contraignante. Germain Dondelinger a rappelé l'important travail réalisé pour créer le Cadre européen commun de

⁹ European Credit Transfer and Accumulation System (Système européen de transfert et d'accumulation de crédits, voir http://ec.europa.eu/education/lifelong-learning-policy/ects_fr.htm)

référence pour les langues; un processus qui pourrait être envisagé dans ce cadre-ci également. Réinventer la roue à ce stade serait plus que contre-productif.

La table ronde qui clôturait la Conférence¹⁰ a permis de pousser la discussion plus avant et de s'attarder plus particulièrement sur les points suivants :

- La mise en œuvre de ces compétences et leur évaluation : question était de savoir si les Etats Membres vont réellement s'engager. Comment vont-ils transmettre le contenu des débats à leurs ministères ; et à quels ministères ? Comment envisagent-ils de mettre en œuvre ce dont le Conseil de l'Europe – et par conséquent ses Etats Membres - débat depuis 15 ans maintenant ?
- Il est essentiel que les gouvernements entendent qu'une éducation basée sur des compétences n'est en aucun cas en contradiction avec le besoin exprimé d'équiper les étudiants avec les aptitudes dont ils auraient besoin pour intégrer le marché du travail, bien au contraire. Mais comment en convaincre les ministères – et non seulement de l'Education - dans les différents pays ?
- Les débats se sont attardés sur la question des descripteurs de compétences rappelant en référence l'important travail fait en 2007 lors du développement du Cadre européen commun de référence pour les langues qui semblait une mission impossible au départ mais est devenu le cadre de référence incontournable aujourd'hui. Pourtant et alors que l'importance d'une éducation pour la démocratie et le dialogue interculturel a été maintes fois soulignée, il est urgent aujourd'hui de dépasser ce stade et de débattre véritablement de ce que les étudiants sont supposés savoir, comprendre et être capables de faire – et ce pour quoi ils seraient disposés à s'engager – à différents niveaux de l'éducation et dans différents parcours, que cela soit dans l'éducation générale ou professionnelle. Il faut dès lors aborder la question des descripteurs et envisager au moins des lignes directrices qui permettront d'assister les Etats Membres lors de la mise en œuvre d'une éducation basée sur les compétences.
- Toutes les formes d'éducation sont importantes et pourtant l'importance de l'inclusion des compétences à la démocratie dans l'enseignement supérieur n'a pas la reconnaissance formelle qu'elle mérite. Il est important que les autorités publiques des Etats Membres insistent pour appuyer l'idée d'une approche holistique de l'éducation formelle, de la crèche à l'université.
- La question des financements nécessaires pour assurer une éducation de qualité n'a pas été évincée mais au contraire dûment soulignée.

En conclusion

Comme le rappelait Snežana Samardžić-Marković, *Directrice générale pour la Démocratie du Conseil de l'Europe*, dans sa conclusion, les participants à la conférence se sont entendus pour dire que non seulement les compétences pour une culture de la démocratie et le dialogue interculturel sont fondamentales pour nos sociétés aujourd'hui mais encore que celles-ci doivent être décrites et mises en pratique dans nos systèmes d'éducation formelle. C'est la seule façon de faire passer le message que les étudiants doivent être préparés à la démocratie et au dialogue culturel et ainsi d'être également mieux préparés à l'emploi. Il a été convenu qu'un travail sur les lignes directrices et des indicateurs pour des compétences interculturelles doit être inscrit au programme de travail 2014-2015 du Conseil de l'Europe.

Les Ambassadeurs et tous les participants présents à la Conférence ont convenu de faire parvenir les idées présentées lors de cette Conférence aux ministres d'éducation des pays respectifs.

¹⁰ Modérée par M. Germain Dondelinger, Vice-président du CDPPE, et dont les participants étaient M. l'Ambassadeur Lus Filipe Castro Mendes, Représentant permanent du Portugal auprès du Conseil de l'Europe et Président du GR-C ; M. Carlos Costa Neves, membre de l'Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe ; Mme Meritxell Mateu, chef de la délégation de l'Andorre à l'Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe ; M. Jorma Kaupinnen, Président du CDPPE ; M. Taina Moisander, Vice-présidente du European Students' Union ; M. Sjur Bergan, Chef du Service de l'Education du Conseil de l'Europe.

Ce rapport et ces conclusions¹¹ iront, elles, à la 24^e session de la Conférence permanente des ministres de l'éducation du Conseil de l'Europe, qui portera sur « Gouvernance et éducation de qualité » à Helsinki, les 26 et 27 avril 2013, et seront inscrits parmi les priorités de l'Organisation pour l'avenir.

¹¹ Tous les papiers présentés à la Conférence sont disponibles en ligne sur le site de la Conférence à : <http://hub.coe.int/en/andorra-november-2012-to-may-2013>.

